

Ce qui nous sépare

L'aller vers est un terme avant tout utilisé par les travailleurs sociaux qui interviennent pour les personnes en situation de grande précarité, et qui se développe durant les années 90 avec la généralisation des maraudes. A cette même période, des chercheurs s'intéressent à ce qu'on appelle aujourd'hui le non-recours mais qui est alors un concept balbutiant. Ils cherchent à comprendre les situations de « non-demande », qui regroupent un vaste ensemble de contexte à travers lesquels des individus ne semblent pas vouloir ou pouvoir réclamer ou accéder à des services, à des droits ; un très vaste public qui ne semble ni représenté ni écouté, ni compris. Quelques années plus tard, ces chercheurs vont fonder un observatoire (L'Odenore pour Observatoire des non-recours aux droits et services) pour tenter de comprendre ces phénomènes et chiffrer ce qui va devenir le non-recours aux aides de droit commun (RSA, Caf, retraites, etc.). Leurs chiffres sont considérables et vont bien au-delà de ce que les politiques ou les hauts fonctionnaires rattachés aux ministères concernés pouvaient imaginer, oscillant entre 10 et 15 milliards d'euros par an. Le non recours étaient jusqu'alors une idée, il devient désormais un chiffre, et un chiffre qui fait désordre. Années après années, ces chiffres se consolident, et viennent s'inviter dans les débats au ministère des solidarités, mais également dans toutes les instances de discussion qui regroupent l'Etat et les acteurs de terrain concernés par ces questions. On ne peut plus ignorer une réalité si massive. En 2018 le plan Macron tente de repenser une stratégie globale de lutte contre la pauvreté, qui passe notamment par une orientation stratégique - l'aller vers - pensée comme la principale réponse pour lutter contre le non-recours. Il s'agit de former l'ensemble des professionnels en contact avec les personnes en difficultés socio-économiques, ce qui contraint l'ensemble des services de l'Etat à trouver à la hâte une offre de formation à destination de tous les professionnels concernés¹, notamment les agents des services publics. Progressivement, le terme devient un mot d'ordre et la source de nombreux financements, en direction des mouvements associatifs comme des collectivités locales.

La question du non recours est alors à entendre sur deux niveaux : le non-recours aux aides de droit commun d'une part, dans son sens le plus étroit ; d'autre part, le terme peut résonner de manière plus large, lorsqu'on l'envisage comme la non-réponse d'une large frange de la population face à une grande variété d'invitations qui lui est faite, qu'il s'agisse d'utiliser son droit de vote, de l'accès à la culture, de participer à la démocratie locale, à l'engagement associatif, politique ou syndical. Pour comprendre une partie des raisons qui peuvent pousser les publics à ignorer des propositions qui leurs sont faites, à décliner des invitations et contourner des institutions, nous allons commencer par nous intéresser à certains phénomènes psychosociaux qui peuvent expliquer un grand nombre de situations.

¹ Mettre la note ministérielle en référence

Blois, juin 2010.

Nous sommes prestataires pour la ville et devons réaliser des enquêtes pour le C.U.C.S (Contrat Urbain de Cohésion Sociale). Avec Virginie, nous nous rendons sur le marché Croix Chevalier dans les quartiers nord pour échanger avec un public que les services de la collectivité ont du mal à toucher. Saadia nous accompagne pour pouvoir réaliser des entretiens en arabe. Nous n'avons aucun dispositif et réalisons des entretiens « sauvages ». Pendant que les filles engagent des discussions, je me rends au café/kebab itinérant, au centre du marché. Je discute avec le gérant de son activité puis me décide à solliciter un de ses clients, qui, en retour, me fait comprendre que lui ne souhaite pas discuter avec moi. Je me prends un vent pas très cool et m'apprête à interpellé une autre personne, quand le gérant m'appelle discrètement : « Non mais pff... Lui, il ne faut pas lui parler avec lui, il est mauvais, il fait toujours des histoires, ce n'est pas une bonne idée que vous avez là...Et puis... Sans vous manquer de respect, je crois que ce n'est pas le bon endroit pour discuter ici... » Sa remarque est faite avec le sourire et je le sens bienveillant ; il ne me dit pas que ça le gêne en tant que commerçant, et d'ailleurs on vient de discuter chaleureusement tous les deux un petit quart d'heure, il me dit juste que ce n'est pas le moment, pas la bonne démarche, ou que je ne suis pas la bonne personne pour faire tout ça... Et ce qu'il me dit correspond à ce que je sens au fond de moi. J'étais prêt à aller au contact et c'est vrai que je ne « sentais » pas trop la situation. J'étais en train de passer en force sans écouter les signes. Je décide d'en rester là pour le moment. Je lui commande un autre café et je m'assois un peu contrarié, un peu vexé malgré tout. Je commence à digérer la situation, à passer à autre chose mais quelque chose me dérange sans que je sache quoi. Il se passe quelque chose de curieux que je n'arrive pas à discerner. Je me replonge dans mes pensées, et balaye le marché du regard, j'aperçois Saadia et Virginie au loin... Et puis je m'en rends compte alors... Je suis le seul blanc. Je scrute encore à droite, plus loin, à gauche, derrière moi....et cela se confirme, je suis le seul blanc, pour la première fois de ma vie, je me retrouve dans cette situation de minorité absolue. Sur le moment, c'est une sensation vraiment étrange même si cela reste assez anecdotique.

L'après-midi, nous poursuivons, dans ce même quartier avec des entretiens à réaliser cette fois lors du marché de Noël des associations, qui se tient au sous-sol du foyer de jeunes travailleurs. Lorsque nous rentrons dans la salle, je suis immédiatement frappé par un constat, qui ne peut que me sauter au visage : il n'y a – ici dans ce sous-sol - que des blancs, derrière leurs stands associatifs, que des blancs, excepté une femme noire, qui – elle - vend de la nourriture africaine, et que je vais voir. Par une sorte de réflexe, je lui raconte ma matinée et ma surprise en arrivant ici. Elle me dit : « Mais c'est normal, eehh oui ! Les blancs, vous faites les réunions entre vous et nous, on fait à manger pour vous ! »². Et elle éclate de rire avant de me demander si je veux boire quelque chose.

² Ici, comme nous allons le voir plus loin, la question n'est évidemment pas celle de la couleur de peau mais bien davantage celle du milieu social d'appartenance.

L'école, le monde du travail, celui de l'engagement politique et associatif, exigent de leurs participants de se retrouver dans des réunions. Mais pas n'importe quelle réunion. Participer à une réunion, dans son sens le plus commun et donc au sens de la norme dominante, demande de maîtriser bien des choses : savoir se taire et écouter, ne pas bouger pendant de longs moments, s'intéresser ou faire semblant, comprendre ce qui est dit, ce qui implique assez souvent de disposer de certaines connaissances préalables ; il faut également savoir les moments où il faut réagir, où vous êtes autorisés à parler et ceux où on vous le demande, mais il faut ensuite savoir s'exprimer, c'est-à-dire parler en public sans avoir peur, sans bafouiller, et de manière convaincante donc, ce qui implique un art de la parole particulier, l'argumentation et un ton de voix, une maîtrise de soi. On doit même parfois savoir prendre des notes et synthétiser ces notes ensuite, à l'écrit comme à l'oral. Proposer à quelqu'un de participer à une réunion, c'est au fond lui demander de maîtriser cet ensemble de connaissances, de comportements et de compétences, toutes ces ressources qui permettent donc de se sentir à l'aise lors d'une réunion. Or ces ressources ne s'apprennent pas partout ni dans tous les milieux sociaux car elles sont issues des apprentissages scolaires et familiaux propres à la bourgeoisie et à la fraction supérieure des classes moyennes. Elles constituent en ce sens un capital dont ne disposent pas les classes populaires et une autre partie des classes moyennes

Cela a pour conséquence directe que lorsqu'on propose à des gens qui ne disposent pas de ces ressources, les classes populaires en premier lieu, de participer à une réunion, on les met en toute probabilité dans une situation compliquée. La crainte de ce moment, la crainte de ne pas savoir s'y prendre et d'être ridicule, la honte ou le stress éventuel qui en découlera si elles y participent, ou bien le fait qu'elles renoncent par peur, toutes les émotions difficiles en lien avec cette événement, mais également le fait que ceux qui proposent cette réunion ne soient pas pleinement conscients de tout ce que celle-ci peut produire, cet ensemble d'affects négatifs constituent un coût émotionnel et psychologique que beaucoup ne préfèrent pas payer. Et c'est là le gros travail de Bourdieu, à la fois comme chercheur et comme personnalité engagée, d'avoir souligné à quel point le fait de disposer d'un certain capital culturel (des ressources immatérielle telle que la culture générale, les formes respectées du langage), d'un capital social (des réseaux de connaissances), se rajoute au capital économique et produit des inégalités cumulatives. Dit autrement, les inégalités ne sont pas qu'affaire de richesse matérielle mais sont également liées au fait de détenir des connaissances particulières, des savoirs autant que des savoirs faire. Ces inégalités vont notamment produire une hiérarchie entre des capitaux culturels dits légitimes, c'est-à-dire reconnus par le plus grand nombre, et qui viennent des classes aisées et ceux qui sont dits peu légitimes, qui viennent en général des cultures populaires. Avoir lu Roland Barthes et Marguerite Duras vaut plus qu'avoir lu San Antonio ou Naruto, connaître Debussy ou John Coltrane vaut plus que connaître Mylène Farmer ou Jul.

Tous ceux qui se sont vu un jour discrédités parce qu'ils ne connaissaient pas les premiers ou venaient de citer les seconds comme des références appréciables, ont subi une « punition sociale », on leur a bien fait comprendre que leurs références avaient peu de valeur. Progressivement, ils vont donc intérioriser l'illégitimité de ces références, voire de leurs propres compétences, la plupart des gens ayant en effet compris que savoir parler en public vaut plus, socialement, que savoir faire à manger. Cette hiérarchie, intériorisée progressivement par tous, porte le nom de violence symbolique, une violence qui se joue en dévalorisant les cultures populaires et en survalorisant les cultures bourgeoises. La violence tient ici dans l'acceptation tacite de cette hiérarchie par tous et dans le fait que les classes populaires puissent trouver ces hiérarchies comme les inégalités qui en découlent (à l'école, dans le monde du travail, sur les plateaux télé, en public) légitimes et logiques, biens que dures à vivre.

Evidemment, tout ceci est largement partagé et vécu sans conscience des mécanismes à l'œuvre, ce qui n'empêche pas des conséquences lourdes en termes de pratique professionnelle, notamment lorsqu'on souhaite créer de la « mixité sociale » et qu'on sollicite par exemple des gens pour qu'ils participent à une réunion. Les personnes concernées ne vont pas venir nous dire à quel point nos propositions de réunions peuvent leur sembler étranges et inhospitalière, elles vont en général poliment décliner ou venir par convenance, sans toutefois se sentir « à leur place ». Il va de soi que la violence symbolique subie, avec les sentiments qui l'accompagne, pèse donc un poids considérable dans la capacité de chacun à participer. Participer constitue en effet une opération infiniment plus complexe que ce que le mot en lui-même, utilisé dans d'innombrables circonstances, peut laisser présager : participer c'est à la fois **prendre part** (à la réunion, gardons cet exemple), y être donc physiquement, mais cela signifie aussi **prendre sa part**, c'est-à-dire recevoir quelque chose, un message une information, des connaissances ; c'est également **donner sa part**, contribuer en faisant ce qu'on attend d'une personne en réunion. Au final, participer, c'est donc – en occupant un ensemble de positions qui s'équilibrent par le fait de recevoir et de donner – **se sentir partie prenante** de la situation et **faire partie d'un groupe**.

L'ensemble des freins psychologiques, émotionnels qui empêchent la participation, et au premier plan la violence symbolique intériorisée, constitue **les couts symboliques de la participation**. Si nous venons de détailler précédemment le principal d'entre eux, la peur du ridicule³ et qui est généralement évoquée par les participants comme le fait de « ne pas se sentir à sa place », il faut aussi nous pencher sur un risque qui lui est souvent associé, et qui va grandement nous intéresser pour la suite, celui de ne pouvoir se défaire rapidement d'une situation dans laquelle on s'est engagé.

³ Un sociologue américain, Erving Goffman, qui s'intéresse aux détails de la vie en société, va construire une grande partie de ses analyses des relations sociales quotidiennes en fonction de cette crainte partagée par tous, celle de perdre la face, qui oriente la plupart des interactions en public.

Le fait d'entrer dans une salle pour participer à une réunion, outre que cela contraint à se conformer à des usages qu'on ne maîtrise pas nécessairement, implique dans les faits une contrepartie pratique évidente : on ne peut plus en sortir tout de suite. Entrer dans une pièce pour y rejoindre un groupe demande de s'installer et de rester un minimum car partir trop vite montrerait trop ostensiblement qu'on s'ennuie ou qu'on est mal à l'aise, que ce qui se passe dans cette pièce ne vaut pas la peine d'y rester. Ce serait particulièrement mal vu. Entrer, c'est donc être condamné, par simple diplomatie de surface, à rester un temps suffisamment long avant de s'éclipser et de retrouver sa liberté. Et ce mécanisme est évidemment valable pour n'importe quelle pièce mais l'est également face à un stand dans la rue ou face à des gens qui vous abordent. S'arrêter pour échanger implique qu'on accepte un délai minimum pendant lequel on est obligé de faire bonne figure et jouer le jeu de la conversation, sans possibilité de s'en aller comme bon nous semble.

D'évoquer ici quelques-uns des coûts principaux de la participation, nous permet *in fine* de se mettre à la place du public qui, face à une proposition inhabituelle, se demande parfois : Qu'est-ce que ça me coûte de participer ? « Qu'est-ce que je gagne à participer ? » Et qu'est-ce que je risque ? Si avant même d'imaginer un quelconque gain, un individu voit d'emblée des coûts et de risques s'annoncer – et souvent même un seul suffit- il n'y aura aucune forme de débat intérieur en lui, il déclinera. Mais généralement, il procédera par réflexe et non par délibération, et tout ce qui ressemblera de près ou de loin à une situation déjà connue dans laquelle il s'est senti mal à l'aise, il l'évitera.

Les coûts symboliques, tels que nous les décrivons ici succinctement, reflètent ainsi les inquiétudes des individus quant à leur capacité à faire bonne figure, à connaître et maîtriser les usages, pour éviter et ne pas revivre diverses formes d'humiliation. Si on leur ajoute le risque de perdre temporairement une part de leur liberté de mouvement, tout ceci finit par peser extrêmement lourd, disons le ici une fois encore, en regard du gain que peuvent escompter les publics face à la plupart de propositions institutionnelles. Au point donc qu'un certain nombre préfèrent effectivement renoncer à leurs droits, les mêmes et d'autres encore n'ayant par ailleurs aucun désir de participer à des réunions publiques quelles que soient leur nature, ou même à des activités de loisirs qui peuvent leur sembler, avant toute autre considération, relativement menaçantes sur un plan émotionnel.

Ce que raconte avec le sourire cette dame dont je rapporte les propos en introduction de ce chapitre - « Les blancs, vous faites les réunions entre vous et nous, on fait à manger pour vous ! » - est donc à reconsidérer à l'aune des couts ordinaires de la participation et des rapports sociaux qui sont en jeu. Les classes populaires, qui recoupent en ville une bonne partie des publics racisés⁴ - des gens qui ne votent pas beaucoup ou qui n'ont pas le droit de vote - comme les classes populaires des campagnes, qui sont aussi tendanciellement abstentionnistes et qui votent en bonne partie pour l'extrême-droite, ne se sentent probablement pas seulement mal représentés par une élite politique parisienne mais également peut-être par toutes ces tentatives pleine de bonnes intentions mais extrêmement maladroites, pour les faire participer en tant qu'habitants ou citoyens. Derrière chacun de ces rendez-vous ratés, qu'ils viennent de la collectivité, d'une association, d'un mouvement politique ou d'un centre social, derrière chaque café des parents et chaque réunion d'habitant ratée parce que ne respectant aucun des codes des cultures populaires, on trouve d'un côté des organisateurs déçus, et de l'autre des publics qui peuvent logiquement sentir, derrière ce manque d'intelligence sensible, une forme de paternalisme diffus.

Et cette dame résume donc bien le problème : avec nos réunions, nous sommes effectivement entre blancs, et pas n'importe lesquels, entre blancs privilégiés, ceux qui ont fait des études, qui ont la culture des réunions, qui ont les compétences et donc le plaisir, les bénéfices de ces réunions. Nous sommes dans notre communauté en somme, et ce n'est pas la présence d'une ou deux personnes racisées qui va changer la donne, puisque rien ne les empêche évidemment de posséder les codes de la culture dominante, que nous représentons donc alors tous ensemble.

Soyons clair sur un point ici : il n'y a aucune culpabilité à endosser, juste une responsabilité dont il s'agit ici de repenser la dynamique. Si nous ne sommes en effet pas responsables - en tant qu'individus - de toute la violence de l'Etat, de la reproduction des inégalités et des violences symboliques faites aux classes populaires, nous sommes par contre responsables en tant que groupe social. Nos privilèges par rapport aux classes populaires, qui mêlent nos positions professionnelles et militantes, notre capital culturel, nos études, notre éducation, notre carnet d'adresse, mais aussi parfois notre couleur de peau, tout cela fait signe et marqueur pour ceux que nous aimerions toucher, et transpire la plupart du temps dans nos pratiques de terrain. Nous parlons de tout ce qui fonde et renforce un « Vous » face à un « Nous ».

C'est pourquoi, derrière les pratiques d'aller vers et leur périmètre apparent, se joue en arrière-plan une partition très ancienne, celle qui interroge la capacité des classes moyennes supérieures et des classes aisées à faire alliance avec les classes populaires en inventant des

⁴ Ici j'entends bien qu'il n'y a pas de lien systématique entre classe sociale et couleur de peau mais des régularités statistiques effarantes, et qui racontent ce qui s'est joué entre la France et ses anciennes colonies.

pratiques, des lieux, des rendez-vous pertinents pour les uns comme les autres. Le syndicalisme et globalement le monde du travail a pu penser et créer ces endroits, ces frontières où se jouaient des intérêts communs, des pratiques, et de vraies rencontres entre milieux sociaux. On a pu voir aussi dans les associations de jeunesse et d'éducation populaire des dynamiques, à la campagne comme à la ville, qui permettaient de se jouer des clivages sociaux et rassembler des enfants, des jeunes et des habitants issus de mondes différents. Mais nous sommes bien conscients que ces espaces de partage, s'ils sont encore là, ne sont plus des mouvements de fond ni de masse, et qu'il s'agit plus de la survivance d'un passé que d'un point d'appui solide pour le présent ou l'avenir.

Quoi qu'il en soit, qu'il s'agisse de régénérer l'ancien ou de tenter des formes nouvelles, il nous faut tout du moins réinventer ce qui a été défait par l'entreprise capitaliste, ce qui exige simultanément de comprendre les mécanismes de dominations qui se jouent parfois dans nos façons de faire, sans que nous en soyons toujours conscients, et entrer dans une démarche d'hospitalité qui permettent de créer, entre classes sociales, des rendez-vous appropriés, attentionnés, pertinents.